

25 février 2011 - Visite du Salon de l'Agriculture par François ASSELINEAU et des militants de l'UPR



François ASSELINEAU a passé la journée du 25 février 2011 au Salon de l'Agriculture en compagnie d'une délégation de l'UPR comprenant Laurent Dauré (Délégué Île-de-France), Erick Mary (Responsable audiovisuel), Myriam Mejdoub (Attachée de presse), Olga Daric (Coordination des Actions militantes), Aude Gagliano et Eric Barthelet.

L'un des enclos dans lequel étaient présentés des moutons Mérinos

La délégation de l'UPR, qui s'était répartie à plusieurs reprises en deux groupes, a couvert l'événement en visitant de très nombreux stands. Elle a pu s'entretenir avec des agriculteurs ou des représentants du monde agricole, toujours très cordiaux et ouverts à la discussion, et leur présenter l'UPR.



Un stand de jus de pomme dans le Pavillon 7, celui réservé aux stands de dégustation

Un programme de rendez-vous avait été organisé préalablement pour le président de l'UPR, notamment avec l'aide de plusieurs agriculteurs adhérents de notre mouvement.

François Asselineau a ainsi été reçu chaleureusement et a pu s'entretenir longuement, au cours de très intéressants rendez-vous distincts, avec M. Jean-Bernard Bayard, secrétaire général adjoint de la FNSEA (Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles), avec trois représentants du CNJA (Centre National des Jeunes Agriculteurs), avec M. Charles Gautier, président de la Fédération Nationale des Fruits et Légumes (FNFL), et avec M. Julien Quinard, viticulteur dans le Bugey.

Entretien du président de l'UPR avec les représentants du Centre National des Jeunes Agriculteurs (CNJA)

Parcourant les stands, François Asselineau a également eu l'occasion de s'entretenir avec le président de la fédération des viandes du Limousin, avec M. Joël Maillard, représentant de la Coopérative Agricole des Fermiers de Loué, avec M. Philippe Massardier, Président de Pomalia (pour la pomme Ariane, innovation de l'INRA), etc.

Entretien avec M. Joël MAILLARD, représentant de la Coopérative Agricole des Fermiers de Loué

Entretien avec le président des éleveurs de viande bovine du Limousin

LE STAND DE LA COMMISSION EUROPÉENNE : UNE PROPAGANDE INDÉCENTE

Cette journée bien remplie ne fut le théâtre que de deux moments pénibles.

Le premier fut le passage devant le stand de la Commission européenne. Pour intéresser les visiteurs, on y distribuait gratuitement des pommes.

La documentation en revanche semblait bien délaissée, même si une brochure avait l'audace d'annoncer que la Commission européenne était heureusement là pour « améliorer la santé, la sécurité et la confiance des citoyens européens ».

Les européistes ne manquent décidément pas de culot. Car, comme nous l'avons rappelé récemment, la Commission européenne :

- a autorisé en 2008 la présence d'huile de moteur à hauteur de 10 % dans certains aliments,
- impose constamment l'introduction de nouvelles cultures d'OGM (cf. par exemple http://www.observatoiredeleurope.com/notes/OGM-La-Commission-impose-six-nouvelles-varietes-a-l-Europe_b2260020.html),
- incite fortement les Etats à acheter en commun des vaccins contre le virus H1N1 (<http://www.touteleurope.eu/actualite/un-plan-d-action-europeen-contre-la-grippe-ah1n1.html>)
- a décidé de réintroduire les farines animales, pourtant fortement soupçonnées d'être à l'origine de

- etc.

Ce stand de la Commission européenne détonait aussi par rapport au reste du Salon en cela qu'une partie significative des brochures qu'elle distribuait était rédigée uniquement en anglo-américain. Il est vrai qu'elle était située tout à côté du stand rutilant et géant de Mc Donald's, davantage fréquenté, qui se faisait fort d'expliquer au public l'excellence et la « traçabilité » des produits utilisés dans la confection de ses hamburgers.

LE STAND DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE : L'UNIVERS IRRÉEL DU DOGME EUROPÉISTE

Le second moment pénible de cette journée fut notre passage sur le très vaste stand du ministère de l'Agriculture.

Ce stand était divisé en deux parties, séparées par l'allée centrale du pavillon 2 :

Un comptoir désert, un agriculteur en colère

D'un côté, un très grand comptoir circulaire d'au moins 7 à 8 mètres de diamètre présentait une quantité de brochures et prospectus brossant un tableau idyllique de la situation de l'agriculture française. Constellés de drapeaux européens, ces documents (dont une partie significative était censée être conçue pour les enfants) expliquaient que tout allait pour le mieux dans le meilleur des mondes.

Pour reprendre la langue de bois régnante, « *le ministère de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche, de la ruralité et de l'aménagement du territoire veille au respect des intérêts de l'agriculture (la Politique agricole commune), de la pêche et du secteur agroalimentaire, au sein des instances de l'Union européenne. Il défend dans les organisations internationales la conception française de l'agriculture et du développement rural tout en participant à l'objectif de solidarité avec les pays en développement. Le ministère participe également à la politique de promotion des produits agricoles et agroalimentaires et des savoir-faire français à l'export.* »

En outre, l'accent était porté, d'une façon trop omniprésente pour être innocente, sur le fait que le ministère de l'agriculture était aussi celui de l'alimentation ; façon d'acclimater les esprits à l'idée d'une France où l'agriculture aurait un jour disparu ?

Derrière ces prospectus, et à l'intérieur du stand circulaire, une poignée de fonctionnaires attendaient d'un air morose le chaland, lequel semblait se faire rare. Coïncidence ou pas, lorsque notre délégation vint à passer devant le stand, il n'y avait en tout et pour tout qu'un seul visiteur, engagé dans une discussion très animée avec la représentante du ministère : il lui expliquait d'un air ulcéré que « *si ça continuait comme ça, on était en train de bousiller l'agriculture en France* ». « *Je sais* », répondait la fonctionnaire, avec l'air blasé de celle qui essuie constamment les récriminations du public, « *d'ailleurs je suis moi-même fille d'agriculteur alors je connais bien la situation* »...

Des jeux pour enfants « aux couleurs de l'Europe »

De l'autre côté de l'allée, sans doute faute de savoir quel bilan flatteur présenter, le ministère consacrait un vaste espace pour des jeux « *aux enfants âgés de six à treize ans* ».

Parmi ces jeux, occupant une position centrale, une « *marelle aux couleurs de l'Union Européenne* » attirait tous les regards. Comme le précisait très officiellement le ministère, « *chaque enfant doit répondre à une question avant de pouvoir lancer le palet qui leur permettra d'avancer dans le plateau de jeu dessiné au sol. Les enfants doivent notamment répondre à : qu'est-ce que l'Europe ?* » (Source : <http://agriculture.gouv.fr/jouer-et-apprendre-au-stand-du>)



La case finale de la "marelle" représentait un drapeau européen bleu aux 12 étoiles d'or avec la mention explicite "CIEL".



Endoctrinement des enfants : le stand du ministère de l'Agriculture présentait une marelle aux couleurs de l'Union Européenne.

UN DÉCALAGE SAISSANT ENTRE LE DISCOURS OFFICIEL ET LES CONFIDENCES RECUEILLIES

François Asselineau n'a pas parcouru le Salon de l'Agriculture au pas de charge dans le seul objectif de serrer les mains devant des caméras pour le journal télévisé de 20h00. D'une part parce que le président de l'UPR n'a toujours pas "le droit" de passer au journal télévisé de 20h00, ni d'ailleurs à aucune autre émission. D'autre part, et plus encore, parce que ce n'est pas le style de notre mouvement.

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
L'UPR n'est pas un parti politique superficiel et démagogique qui fait semblant de s'intéresser aux problèmes des Français mais dont les responsables ne pensent qu'à leur petite carrière personnelle. L'UPR est un mouvement qui a pris la mesure de l'extrême gravité de la situation et qui est soucieux de disposer des analyses les plus fiables dans tous les secteurs d'activité, pour y apporter courageusement les seules vraies et bonnes réponses.

C'est pourquoi François Asselineau a consacré une grande partie de sa journée à des entretiens passionnants et approfondis avec quelques-uns des principaux responsables du monde agricole en France. Le constat qu'il en a tiré confirme et aggrave ce que nous savions de la situation catastrophique dans laquelle la construction européenne plonge l'ensemble de l'agriculture française.

Tous ses interlocuteurs le lui ont confirmé, certains pour s'en désoler comme s'il s'agissait d'un phénomène irréversible, d'autres pour féliciter - sous le sceau de la confiance - l'UPR pour ses analyses et ses propositions enfin sérieuses pour sortir de l'abîme.



Entretien du président de l'UPR avec M. Charles GAUTIER, président de la Fédération Nationale des Fruits et Légumes (FNTL)

Partout revient le même constat : les grands groupes de la distribution et de l'agroalimentaire imposent aux producteurs des prix alignés sur les prix mondiaux. Cela résulte du fait que l'Union européenne met en concurrence frontale les agriculteurs des pays d'Europe avec ceux du monde entier au nom d'une vision ultra-libérale. Ces prix sont la plupart du temps en dessous des coûts de production et cela provoque une disparition accélérée de nos agriculteurs (où l'on recense hélas environ un suicide par jour). Le taux de change très excessif de l'euro est un facteur supplémentaire d'aggravation du mal.

Au même moment, les prix de vente aux consommateurs, eux, ne baissent pas, ce qui permet aux grandes chaînes de distribution d'augmenter leurs profits. Au bout du compte, la Politique Agricole Commune (PAC) s'est progressivement dénaturée et est devenue un instrument au bénéfice quasiment exclusif des groupes financiers qui contrôlent l'agroalimentaire et la distribution, et au détriment de l'agriculture et des agriculteurs.

Pour tenter de survivre, beaucoup d'agriculteurs tentent de se réfugier dans des stratégies de "niche", avec des produits de haut de gamme ou des produits bio. Mais cette solution ne peut concerner le plus grand nombre.

À cause de la spéculation sur les céréales, autorisée par le laisser-faire européen, beaucoup d'éleveurs ne peuvent plus acheter de quoi nourrir leur bétail. Dans la filière fruits et légumes, qui requiert beaucoup de main d'œuvre, les

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
producteurs français sont placés dans une situation tout autant impossible : du fait de la législation française, ils sont tenus de rémunérer au SMIC (environ 9 à 10 euros de l'heure) leurs ouvriers saisonniers, désormais presque exclusivement venus du Maghreb, de Turquie ou des pays de l'Est (Pologne, Ukraine, Moldavie). Mais, le SMIC n'existant pas en Allemagne, leurs concurrents allemands payent les mêmes ouvriers saisonniers 5 à 6 euros de l'heure. Et la Commission européenne interdit à l'État en France de pallier cette distorsion de concurrence par des aides aux agriculteurs, décrétées « contraires à la libre concurrence ». La seule conséquence logique à tirer des oukases européens serait donc ... de supprimer le SMIC en France.

Tous ces phénomènes conjugués expliquent que l'agriculture française soit sur la voie du déclin et soit dépassée désormais par l'Allemagne - chose qui eût été inconcevable il y a encore 5 ans.

Les dégâts ne sont pas seulement financiers mais ils sont aussi d'ordre moral : la prolifération des réglementations européennes retire aux agriculteurs ce qui faisait l'un des attraits les plus forts de leur métier, à savoir la liberté. Liberté de travailler la terre comme ils le souhaitent, d'utiliser les semences comme ils le voulaient.

La « construction européenne » est ainsi en train de tuer, financièrement, physiquement et mentalement le grenier agricole de l'Europe qu'était la France depuis des siècles. Si l'on veut sauver l'agriculture française, il n'y a pas d'autre solution que de sortir de l'Union Européenne au plus vite.



CONCLUSION : LA VÉRITÉ SORT DE LA BOUCHE DES ENFANTS

Les animateurs des jeux pour enfants « aux couleurs de l'Europe » du stand du ministère de l'agriculture ont conclu le Salon de l'Agriculture en mettant en ligne, sur le site officiel du ministère, ce qu'ils appellent "le bêtisier" : "les meilleurs moments et les plus gros fous rires avec les enfants". (Source : <http://agriculture.gouv.fr/le-meilleur-d-une-semaine-parmi>)

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
Dans ce "bêtisier", les animateurs en ont relevé deux qui nous intéressent spécialement :

À la question « - **Citez un pays d'Europe ?** », un enfant a répondu : « - **L'Afrique !** »

Et à la question « - **Qu'est ce que l'Europe ?** », un enfant a répondu : « - **C'est pas à côté de la France ça ?** »

Loin d'être des « bêtises » comme en ricanent les animateurs du ministère de l'agriculture, ces mots d'enfants de 6 à 13 ans sont plein de sens. Le fait qu'on les ait pris pour des demeurés en les faisant jouer à une marelle dont le « Ciel » était le drapeau européen n'a rien changé à ce qu'ils connaissent de leur univers d'enfant : leurs copains de classe sont plus souvent d'origine africaine que slovaque, et ils ont déjà parfaitement bien compris que l'Europe est un machin incompréhensible situé « **à côté** », mais qui nous restera à jamais étranger.

La vérité sort de la bouche des enfants, c'est chose connue.



Comme dans toute société totalitaire, la propagande essaie aussi de formater les esprits des enfants en bas âge. Mais la vérité est toujours plus forte que l'idéologie : même après avoir joué à la marelle, les enfants n'étaient pas devenus pour autant des "Européens convaincus".